

AB GESTION

Société à responsabilité limitée à capital variable
au capital minimal de 8 000 €

Siège social : 10, Avenue Larrieu Thibaud
31100 TOULOUSE

RCS : TOULOUSE 433 486 230 – 2000 B 2191

A 3930
INPI

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

DU 7 JANVIER 2002

L'an deux mille deux,
le sept janvier, à 9 heures,
les associés se sont réunis au siège social, en assemblée générale ordinaire sur convocation préalable et verbale de Monsieur Alain BONADEI, co-gérant.

Sont présents :

- La société AB DEVELOPPEMENT, représentée par
- Monsieur Alain BONADEI, propriétaire de 392 parts
- Monsieur Alain BONADEI, propriétaire de 272 parts
- Monsieur Jean-Marc COSTES, propriétaire de 136 parts

Total des parts présentes 800 parts
sur les 800 parts composant le capital social.

Monsieur Alain BONADEI préside la séance en qualité d'associé co-gérant.

Le Président constate que les associés présents possèdent ensemble la totalité des parts formant le capital social et ayant droit de vote. En conséquence l'assemblée générale peut valablement délibérer.

Le Président déclare ensuite qu'étant assuré de la présence de ses co-associés il n'a pas jugé nécessaire de les convoquer par lettre recommandée avec avis de réception.

Les associés acceptent à l'unanimité de se réunir sur la convocation verbale et préalable de Monsieur Alain BONADEI

Monsieur Alain BONADEI indique qu'il a convoqué la présente assemblée à l'effet de mettre un terme aux discussions engagées entre les associés au cours des précédentes assemblées du 30 novembre 2001 et du 20 décembre 2001.

Puis le Président annonce qu'il a reçu un courrier recommandé de Monsieur Jean-Marc COSTES lui demandant des explications complémentaires suite aux propos échangés entre les associés au cours de ces dernières assemblées.

9

JB JB

Monsieur Alain BONADEI expose que Monsieur Jean-Marc COSTES et lui-même sont en désaccord sur la politique menée au sein du groupe AB DEVELOPPEMENT. Cette mésentente porte essentiellement sur la rupture anticipée de la convention d'assistance et de prestations de services conclue avec la société ISB au 31 décembre 2001. Monsieur BONADEI confirme la sortie de la société ISB du groupe AB DEVELOPPEMENT ; les différentes cessions ont été signés le 2 janvier 2002.

Monsieur Jean-Marc COSTES prend la parole et demande à Monsieur Alain BONADEI de bien vouloir lui indiquer les moyens mis en œuvre pour équilibrer les comptes de la société AB GESTION. Monsieur Jean-Marc COSTES rappelle que la rémunération de la société AB GESTION au titre de la convention d'assistance et de prestations de services conclue avec la société ISB représente 45 % environ de son chiffre d'affaires.

Monsieur Jean-Marc COSTES continue en interrogeant Monsieur BONADEI sur une éventuelle augmentation de la rémunération de la société AB GESTION au titre des conventions d'assistance et de prestations de services conclues avec les autres sociétés du groupe et principalement avec la société ALAIN BONADEI.

Monsieur Alain BONADEI reprend la parole et indique qu'il n'est pas envisageable de faire supporter aux autres sociétés du groupe une augmentation de la rémunération de la société AB GESTION pour compenser le manque de recette occasionné par la sortie de la société ISB du groupe AB DEVELOPPEMENT. Il précise qu'une quelconque augmentation serait de nature à compromettre l'équilibre financier de ces sociétés.

Monsieur Alain BONADEI poursuit la discussion en alléguant que le poste de directeur financier occupé par Monsieur Jean-Marc COSTES n'est plus indispensable compte tenu de cette restructuration. Il ajoute que le maintien de ce poste engendrerait un surcoût pour le groupe ; les prestations fournies par Monsieur Jean-Marc COSTES peuvent être confiées à un expert-comptable à un moindre coût.

Monsieur Alain BONADEI termine en déclarant qu'il envisage de révoquer Monsieur Jean-Marc COSTES de ses fonctions de co-gérant de la société compte tenu des différends existants entre eux sur la manière de gérer le groupe.

Furieux, Monsieur Jean-Marc COSTES conteste les assertions soutenues par Monsieur Alain BONADEI. Pour lui, cette restructuration n'a été qu'un prétexte pour le révoquer de ses fonctions de co-gérant.

Monsieur Jean-Marc COSTES déclare qu'il entend demander des dommages-intérêts, par voie judiciaire si nécessaire.

Monsieur Alain BONADEI rétorque qu'il est hors de question que la société AB GESTION verse une quelconque indemnité.

Monsieur Alain BONADEI propose à Monsieur Jean-Marc COSTES de lui racheter les parts de la société AB GESTION évaluées en fonction de la situation nette telle qu'elle apparaît dans les comptes annuels du 30 juin 2001.

Après une discussion houleuse, Monsieur Alain BONADEI met aux voix le projet de révocation de Monsieur Jean-Marc COSTES.

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale décide de révoquer Monsieur Jean-Marc COSTES de ses fonctions de co-gérant.

Ont voté pour : 664 voix
Ont voté contre : 136 voix

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à la majorité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par la gérance et les associés.

P/o AB DEVELOPEMENT
Alain BONADEI



Alain BONADEI



Jean-Marc COSTES



DUPLICATA

RECEVÉ ET DÉPOSÉ À LA RECETTE	
25	62
48	
27	

CESSION DE PARTS SOCIALES

Entre les soussignés :

- Monsieur **Jean-Marc COSTES**
Né le 18 juin 1961 à ISSUS (Haute Garonne)
demeurant à PINS-JUSTARET (31860) – 11, Avenue des Coquelicots
marié sous le régime de la communauté légale avec Madame Brigitte ESPAGNOLLE
de nationalité française

ci-après dénommé « *Le Cédant* »

d'une part,

et

- Monsieur **Alain BONADEI**
Né le 27 novembre 1960 à TOULOUSE (Haute Garonne)
demeurant à SAVERDUN (09700) – Route de Saint Amans - Labourdette
marié sous le régime de la communauté légale avec Madame Danielle DARGENT
de nationalité française

Ci-après dénommé « *le Cessionnaire* »

d'autre part,

EXPOSE

Aux termes des statuts en date du 7 novembre 2000, enregistrés à Toulouse Sud-Ouest le 17 novembre 2000, F° 60, Bord. 245 n° 2 ainsi que de divers autres actes, il existe une société à responsabilité limitée à capital variable dénommée AB GESTION, au capital minimal de 8 000 € divisé en 800 parts de 10 €, dont le siège social est à TOULOUSE (31100) – 10, Avenue Larrieu Thibaud, et qui a pour objet la gestion commerciale, technique, administrative, comptable et financière pour toutes entreprises commerciales, industrielles et civiles, tout conseil en gestion, marketing, communication et bureau d'études.

La société est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Toulouse sous le numéro 433 486 230 – 2000 B 2191.

La gérance de la société est exercée par Monsieur Alain BONADEI.

CECI EXPOSE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

I - CESSION DE PARTS

Par les présentes, Monsieur Jean-Marc COSTES, soussigné de première part, cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, à Monsieur Alain BONADEI, soussigné de seconde part, qui accepte, la pleine propriété de cent trente six (136) parts sociales numérotées

2 9 85 93

de 665 à 800 lui appartenant dans la société AB GESTION. Les 136 parts sociales ont été libérées au cinquième de leur valeur nominale, soit 2 €.

II – PROPRIETE - JOUISSANCE

Le cessionnaire sera seul propriétaire des parts cédées et en aura l'entière jouissance à compter de ce jour. En conséquence, il sera subrogé à compter de ce jour dans tous les droits et obligations attachés auxdites parts et aura seul droit à tous les dividendes qui seront mis en distribution sur ces parts après cette date.

III – PRIX – MODALITES DE PAIEMENT

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix total de CINQ CENT SOIXANTE ET ONZE EUROS ET VINGT TROIS CENTIMES (571,23 €) pour les cent trente six (136) parts cédées, laquelle somme a été payée à l'instant même par le cessionnaire au cédant qui lui en consent bonne et valable quittance.

IV – AGREMENT DES ASSOCIES

Conformément aux dispositions de l'article 14 des statuts, la présente cession a été autorisée par décision collective extraordinaire en date du 11 mars 2002.

V – ORIGINE DE PROPRIETE

Les parts présentement cédées dépendent de la communauté de biens existant entre Monsieur Jean-Marc COSTES et son épouse, Madame Brigitte ESPAGNOLLE, ici intervenant, pour les avoir reçues en contrepartie de son apport en numéraire effectué à titre pur et simple lors de la constitution de la société.

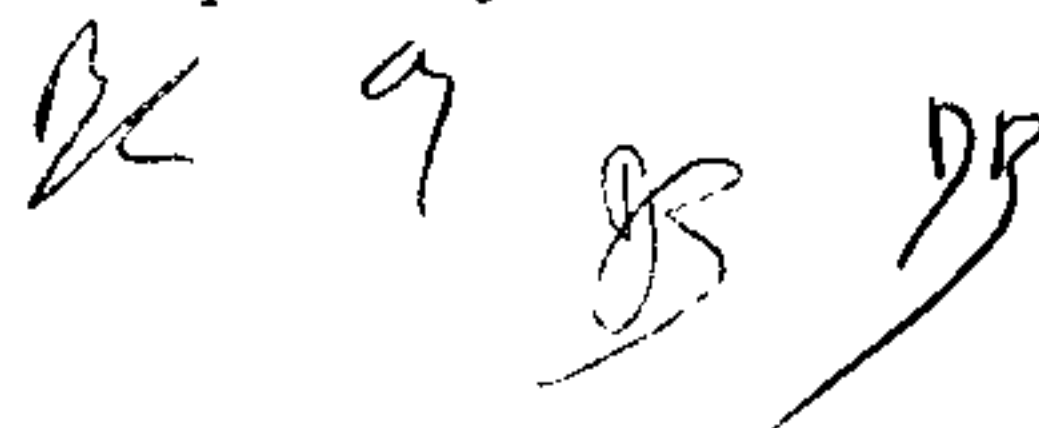
VI – DECLARATIONS GENERALES

1) Les soussignés de première et seconde part déclarent, chacun en ce qui les concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité civile pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites et, plus spécialement, qu'ils ne font pas présentement l'objet d'une procédure collective dans le cadre des dispositions du Code de Commerce ou de la loi du 25 janvier 1985, ni ne sont susceptibles de l'être en raison de leurs professions et fonctions, ni ne sont en état de cessation des paiements ou déconfiture ;
- et qu'ils sont résidents au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

2) Le soussigné de première part déclare :

- qu'il n'existe de son chef aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition de celles-ci, notamment par suite de promesses ou offres consenties à des tiers ou de saisies ;
- que les parts cédées sont libres de tout nantissement ou promesse de nantissement ;
- et que la société dont les parts sont présentement cédées n'est pas en cessation de paiements, ni n'a fait l'objet d'une procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté ou de redressement et liquidation judiciaires.



PAGE ANNULÉE
Article 905 du Code Général
des impôts
Arrêté du 20 mars 1958

VII - APPLICATION DE L'ARTICLE 1424 DU CODE CIVIL

Madame Brigitte ESPAGNOLLE épouse de Monsieur Jean-Marc COSTES intervient au présent acte à l'effet de donner son consentement à la présente cession, conformément aux dispositions de l'article 1424 du code civil.

VIII - APPLICATION DE L'ARTICLE 1832-2 DU CODE CIVIL

Aux présentes est intervenue Madame Danielle DARGENT épouse de Monsieur Alain BONADEI, laquelle a déclaré avoir été informée que le prix de la présente cession de parts était payé au moyen de fonds dépendant de la communauté de biens existant entre elle et le cessionnaire, et qu'elle ne revendiquait pas quant à présent la qualité d'associée de la société AB GESTION.

IX - CHANGEMENTS STATUTAIRES - MODIFICATION DE L'ARTICLE 9-2 DES STATUTS

Comme conséquence de la cession de parts sociales ci-dessus constatée, l'article 9-2 des statuts sera modifié et rédigé comme suit :

ARTICLE 9 - CAPITAL SOCIAL INITIAL

2 - Répartition du capital social initial

Les 800 parts sociales de 10 € composant le capital social initial sont réparties entre les associés en proportion de leurs droits savoir :

- La société AB DEVELOPPEMENT,
à concurrence de trois cent quatre vingt douze parts, ci 392 parts
numérotées de 1 à 392

- Monsieur Alain BONADEI,
à concurrence de quatre cent huit parts, ci 408 parts
numérotées de 393 à 800

Total égal au nombre de parts composant le
capital social initial, huit cents parts, ci..... 800 parts

Le reste de l'article est sans changement.

X - ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Toutes contestations qui s'élèveraient entre le cédant et le cessionnaire relativement à la cession, objet des présentes y compris celles se rapportant à la détermination du prix, seront soumises aux tribunaux compétents de Toulouse.

XI - IMPOTS, FRAIS ET HONORAIRES

De convention expresse entre les parties, tous les impôts, frais, droits, honoraires et accessoires de toutes sortes auxquels la présente cession de parts pourra donner lieu seront à la charge exclusive du cessionnaire.

Handwritten signatures and initials at the bottom of the page, including a large signature that appears to be 'AB' and several other initials.

PAGE Annexe
Article 905 du Code Général
des impôts
Arrêté du 20 mars 1958

XII - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leurs demeures respectives dont l'adresse est indiquée en tête des présentes.

XIII - DECLARATIONS FISCALES POUR L'ENREGISTREMENT

Les parties déclarent :

- que la présente cession n'entre pas dans le champ d'application de l'article 1655 ter du code général des impôts,
- et que la société dont les parts sont présentement cédées est soumise à l'impôt sur les sociétés.

En conséquence, les droits de cession de droits sociaux sont dus au taux de 4,80 %, exigibles lors de l'enregistrement de la présente cession devant intervenir dans le mois des présentes.

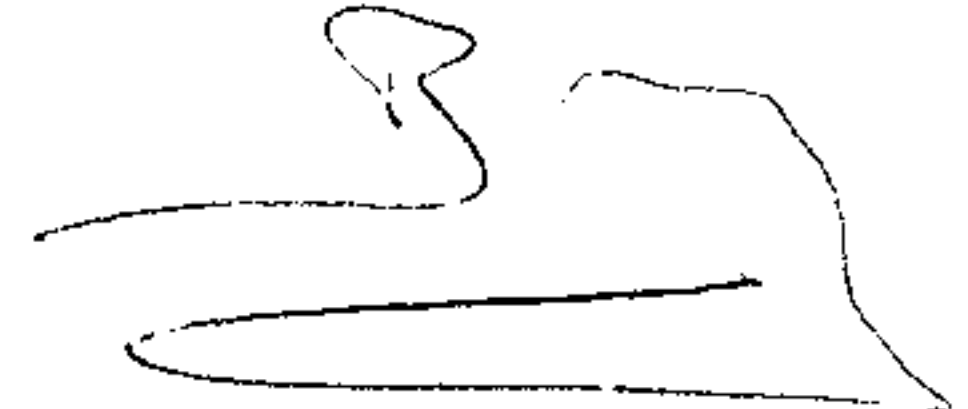
Fait à Toulouse, le 12 mars 2002
En quatre exemplaires

Jean-Marc COSTES⁽¹⁾

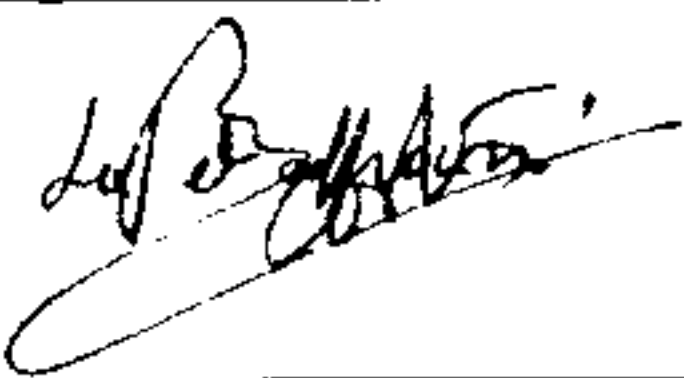
*Bon pour cession de
136 parts et quittance*

Alain BONADEI⁽²⁾

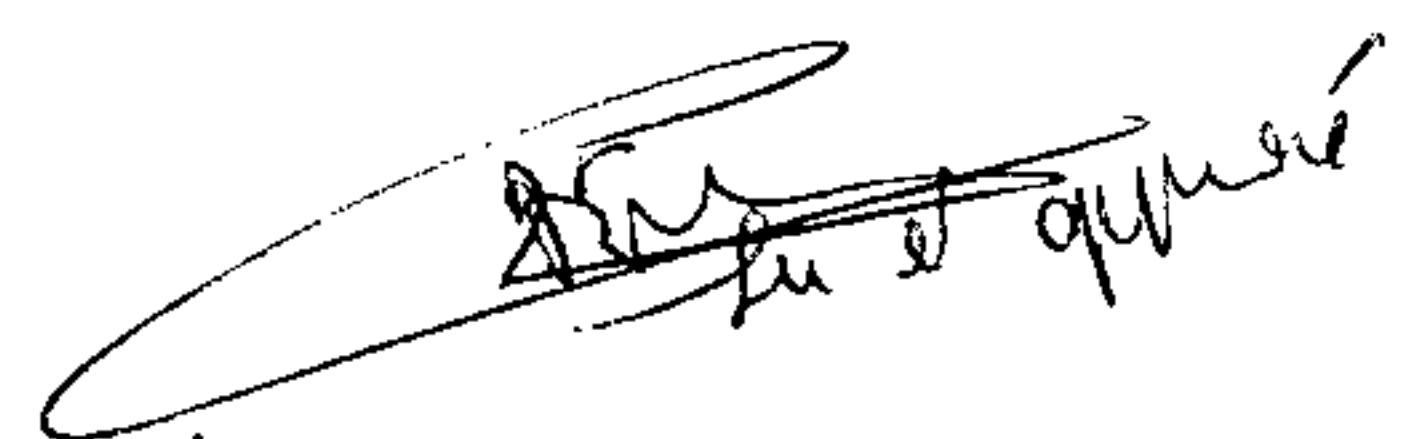
*Lu et approuvé bon pour acceptation
de cession*



Brigitte ESPAGNOLLE⁽³⁾



Danielle DARGENT⁽³⁾

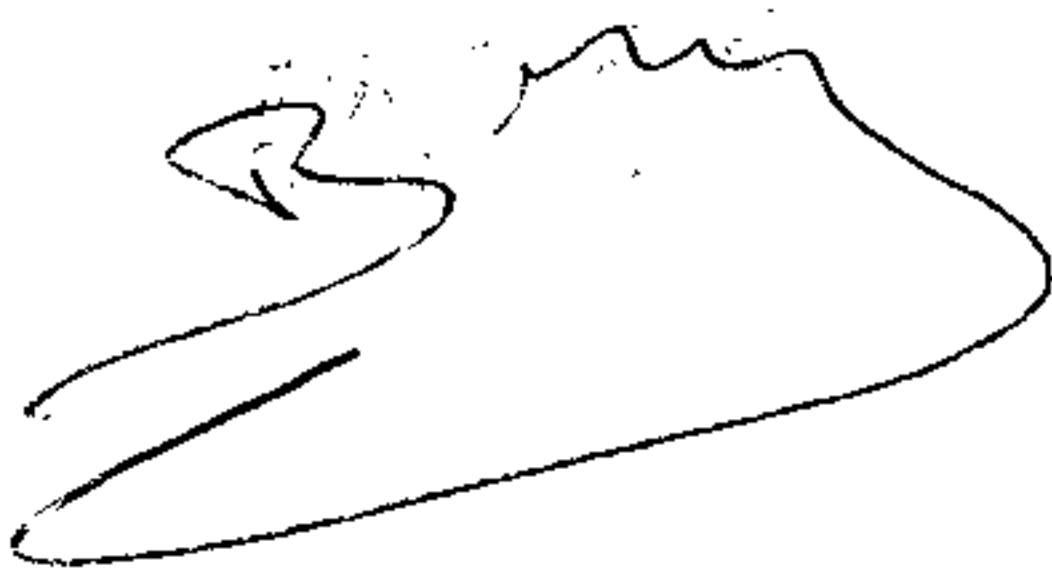


⁽¹⁾ Faire précéder la signature de la mention « Bon pour cession de 136 parts et quittance »

⁽²⁾ Faire précéder la signature de la mention « Lu et approuvé bon pour acceptation de cession »

⁽³⁾ Faire précéder la signature de la mention « Lu et approuvé »

FACILE A RECHERCHER
Article 905 du Code Général
des impôts
Arrêté du 20 mars 1958



AB GESTION

Société à responsabilité limitée à capital variable
au capital minimal de 8 000 €

Siège social : 10, Avenue Larrieu Thibaud
31100 TOULOUSE

RCS : TOULOUSE 433 486 230 – 2000 B 2191

STATUTS MIS A JOUR LE 12 MARS 2002

POUR L'UTILITE DU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Les soussignés :

-La société AB DEVELOPPEMENT

société à responsabilité limitée au capital de 159 200 €

siège social : 10, Avenue Larrieu Thibaud 31100 TOULOUSE

en cours d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Toulouse
représentée par Monsieur Alain BONADEI, gérant.

- Monsieur Alain BONADEI

né le 27 novembre 1960 à TOULOUSE (Haute-Garonne)

de nationalité française

demeurant à SAVERDUN (09700) – Route de Saint Amans – Labourdette

marié avec Madame Danielle DARGENT sous le régime de la communauté légale

ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée à capital variable
devant exister entre eux.

TITRE I

FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE DUREE - EXERCICE

ARTICLE 1ER - FORME

La société est une société à responsabilité limitée à capital variable. Elle est régie par le Titre III de la loi du 24 juillet 1867, les dispositions de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 et les textes pris pour son application, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet en France et à l'étranger :

- **la gestion commerciale, technique, administrative, comptable et financière pour toutes entreprises commerciales, industrielles et civiles ;**
- **tout conseil en gestion, marketing, communication et bureau d'études,**
- **toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement ;**
- **la participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance.**

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est : **AB GESTION.**

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement "société à responsabilité limitée à capital variable" ou des initiales "S.A.R.L. à capital variable" et de l'énonciation du montant du capital social minimal.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à **TOULOUSE (31100) – 10, Avenue Larrieu Thibaud.**

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département par simple décision de la gérance, et en tout autre lieu suivant décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à **99** ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou prorogation prévus ci-après.

ARTICLE 6 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le **1er juillet** et se termine le **30 juin** de chaque année.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 30 juin 2001.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL - PARTS SOCIALES

ARTICLE 7 - APPORTS

Les soussignés font apport à la société une somme en numéraire de mille six cents euros correspondant à la fraction libérée des apports, savoir :

-La société **AB DEVELOPPEMENT**

apporte à la société la somme de sept cent quatre vingt quatre euros, ci..... 784 €

- Monsieur **Alain BONADEI**

apporte à la société la somme de deux cent soixante douze euros, ci..... 272 €

- Monsieur **Bernard BAUTE**

apporte à la société la somme de deux cent soixante douze euros, ci..... 272 €

- Monsieur **Jean-Marc COSTES**

apporte à la société la somme de deux cent soixante douze euros, ci..... 272 €

Soit au total, la somme de mille six cents euros, ci **1 600 €**

Cette somme de mille six cents euros (1 600 €) a été déposée à un compte ouvert à la Banque Populaire Toulouse Pyrénées, agence de Ramonville Saint Agne, au nom de la société en formation, ainsi qu'en atteste un certificat de ladite banque.

ARTICLE 8 - APPLICATION DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 1832-2 DU CODE CIVIL

Aux présentes sont intervenues Madame Danielle DARGENT épouse BONADEI, Madame Sabine GASPARINI épouse BAUTE et Madame Brigitte ESPAGNOLLE épouse COSTES qui reconnaissent avoir été informées dans les conditions de l'article 1832-2 du Code Civil de l'apport effectué par leur conjoint et déclarent ne pas vouloir être personnellement associées.

ARTICLE 9 - CAPITAL SOCIAL INITIAL

1 - Montant et libération du capital social initial

Le capital social initial est fixé à la somme de **HUIT MILLE EUROS (8 000 €)** divisé en 800 parts de 10 € chacune, numérotées de 1 à 800, entièrement souscrites et libérées en numéraire du cinquième de leur valeur nominale, soit 2 €.

La libération du surplus, soit la somme de 8 € par part sociale, à laquelle chaque associé s'oblige, devra être effectuée, en une ou plusieurs fois, sur décision de la gérance, au plus tard dans un délai de cinq ans à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

2 - Répartition du capital social initial

Les **800** parts sociales de **10 €** composant le capital social initial sont réparties entre les associés en proportion de leurs droits, savoir :

- La société **AB DEVELOPPEMENT**
à concurrence de trois cent quatre vingt douze parts,
numérotées de 1 à 392, ci 392 parts

- Monsieur **Alain BONADEI**
à concurrence de quatre cent huit parts,
numérotées de 393 à 800, ci 408 parts

Total égal au nombre de parts composant le capital social initial : **800 parts**

Les associés déclarent que ces parts sont réparties entre eux dans les proportions ci-dessus indiquées et sont libérées du montant minimum prévu par l'article 51 de la loi du 24 juillet 1867.

ARTICLE 10 – VARIABILITE DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social est variable. Conformément aux dispositions du Titre III de la loi du 24 juillet 1867, le capital est susceptible d'accroissement par les versements des associés ou ceux résultant de l'admission de nouveaux associés et de diminution par la reprise des apports des associés.

1 – Accroissement du capital

La gérance est habilitée à recevoir les souscriptions en numéraire à de nouvelles parts sociales dans les limites du capital autorisé d'un montant de 8 000 €, du nombre maximum d'associés prévu par la loi du 24 juillet 1966 et des conditions fixées par décision collective extraordinaire des associés.

Les souscriptions reçues au cours d'un semestre civil seront constatées dans une déclaration semestrielle des souscriptions et versements établie par la gérance.

Sauf décision extraordinaire contraire des associés, les parts sociales nouvelles ne peuvent être émises à un prix inférieur à la valeur nominale, majorée d'une prime d'émission correspondant à la part proportionnelle revenant aux parts anciennes dans les réserves et les bénéfices, tels qu'apparaissant au dernier bilan approuvé.

Les parts sociales nouvelles ne seront assimilées aux parts anciennes et ne jouiront des mêmes droits qu'à compter de l'agrément de chaque souscription déterminée, agrément donné par la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Les souscriptions en numéraire reçues par la gérance, tant des associés que de personnes non encore admises, sont constatées sur un bulletin de souscription indiquant les nom, prénoms et domicile du souscripteur ou sa raison sociale et son siège, le nombre de parts souscrites et le montant des versements effectués. Ce bulletin est établi sous la condition suspensive de l'agrément de la souscription par les associés dans les conditions fixées à l'article 14 ci-après.

La souscription prend effet dès qu'elle a été agréée.

Les augmentations de capital par apports en nature sont décidées et réalisées par une décision collective extraordinaire des associés dans les conditions prévues par la loi du 24 juillet 1966.

2 – Diminution du capital

Le capital social peut être réduit par la reprise des apports résultant du retrait ou de l'exclusion d'associés. Les reprises d'apports en nature ne peuvent donner lieu qu'à un remboursement en numéraire.

Toutefois aucune reprise d'apport ne pourra avoir pour effet de réduire le capital social au dessous de la somme de 8 000 €.

ARTICLE 11 – AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

1 - Augmentation du capital

Le capital social peut être, en outre, augmenté, notamment au delà du capital autorisé à l'article 10-1 ci-dessus, de toutes les manières autorisées par la loi du 24 juillet 1966, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

2 - Réduction du capital social

Les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales peuvent décider, dans les conditions prévues par la loi du 24 juillet 1966, la réduction du capital social et notamment du capital minimal fixé à l'article 10-2 ci-dessus, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit.

Une réduction du capital ne pourra avoir pour effet de ramener ledit capital à un montant inférieur au minimum légal, que sous la condition suspensive d'une augmentation qui le porte au moins à ce montant minimum, à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital social minimum.

ARTICLE 12 – LIBERATION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales nouvelles de numéraire souscrites dans la limite du capital autorisé devront être libérées du dixième au moins de leur valeur nominale et de la totalité de la prime d'émission. La libération du solde du nominal devra être effectuée, en une ou plusieurs fois, sur décision de la gérance, au plus tard dans un délai de cinq ans à compter de la date effective de souscription.

Les parts sociales souscrites dans le cadre d'une augmentation de capital décidée dans les conditions prévues par la loi du 24 juillet 1966 doivent être intégralement libérées avant d'être attribuées en rémunération d'un apport effectué en numéraire ou en nature.

ARTICLE 13 - REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES INTERDICTION D'EMETTRE DES VALEURS MOBILIERES

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Il est de plus interdit à la société d'émettre des valeurs mobilières. Les droits de chaque associé dans la société résultent seulement des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement notifiées et publiées.

ARTICLE 14 - CESSIION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

1 – Transmission des parts sociales

La transmission des parts s'opère par un acte authentique ou sous seing privé. Elle est rendue opposable à la société dans les formes de l'article 1690 du Code civil.

Toutefois, la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au greffe du tribunal de commerce, en annexe au registre du commerce et des sociétés.

2 – Cession des parts sociales

Les parts sociales ne peuvent être cédées à titre onéreux ou transmises à titre gratuit, quelle que soit la qualité du cessionnaire, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Le projet de cession ou d'apport, ou en cas de décès, une expédition d'un acte de notoriété, avec l'indication de l'état civil du ou des bénéficiaires de la transmission, accompagné des justifications nécessaires, doit être notifié à la société et à chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte extrajudiciaire.

Dans les huit jours de la réception de la notification, la gérance invite la collectivité des associés à délibérer sur cet agrément.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière en date des notifications faites à la société et aux associés, l'agrément est réputé acquis.

En cas de refus d'agrément, l'associé reste propriétaire des parts qu'il se proposait de céder, sous réserve, cependant de l'exercice de son droit de retrait tel que celui-ci est réglementé à l'article 20 ci-après.

La décision de refus n'a pas à être motivée.

ARTICLE 15 – REVENDICATION DE LA QUALITE D'ASSOCIE PAR LE CONJOINT COMMUN EN BIENS

En cas d'apports de biens ou de deniers communs ou d'acquisition de parts sociales au moyen de deniers communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur des parts qui revendique la qualité d'associé postérieurement à l'apport ou l'acquisition, ne peut devenir associé que s'il est agréé par la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales. La procédure d'agrément est régie par l'article 1832.2 du Code civil et les dispositions de l'article 45 de la loi du 24 juillet 1966.

ARTICLE 16 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la société; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter.

En cas de démembrement du droit de propriété, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les décisions ordinaires et au nu-propriétaire pour les décisions extraordinaires. Toutefois, le nu-propriétaire doit être convoqué à toutes les assemblées générales.

ARTICLE 17 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES

Chaque part sociale donne droit, dans la propriété de l'actif social, dans le boni de liquidation, dans les réserves et dans les bénéfices annuels, à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions collectives des associés.

Les droits et obligations attachés à chaque part sociale la suivent dans quelques mains qu'elle passe.

Les héritiers, créanciers, représentants d'un associé ne peuvent, sous aucun prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration.

Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions collectives des associés.

En cas d'augmentation ou de réduction du capital faisant apparaître des rompus, les associés devront faire leur affaire personnelle de l'acquisition ou de la cession du nombre de parts ou de droits nécessaires.

ARTICLE 18 - DECES OU INCAPACITE D'UN ASSOCIE

La société n'est pas dissoute par le décès ou l'incapacité frappant l'un des associés.

ARTICLE 19 - COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

Les associés peuvent laisser ou mettre à la disposition de la société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin. Les conditions de retrait de ces sommes et leur rémunération sont fixées, soit d'accord commun entre la gérance et l'associé intéressé, soit par décision collective des associés. Si l'avance en compte courant est effectuée par un gérant, ses conditions de retrait et de rémunération sont fixées par décision collective des associés. En tout état de cause, les conventions des avances en compte à associés sont soumises à la procédure de contrôle des conventions prévues à l'article 50 de la loi du 24 juillet 1966.

TITRE III

RETRAIT - EXCLUSION

ARTICLE 20 – RETRAIT

Tout associé a le droit de se retirer de la société à la date de clôture de chaque exercice social, sous réserve d'une ancienneté de deux ans à la date de retrait.

Le retrait doit être notifié par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à la gérance, deux mois au moins avant la date de clôture de l'exercice.

ARTICLE 21 – EXCLUSION

1 – Motifs d'exclusion

L'exclusion d'un associé peut être prononcée en raison de son incapacité, de sa faillite personnelle ou de sa déconfiture, ou pour une personne morale associée, en raison de sa dissolution, de sa mise en redressement ou en liquidation judiciaire.

Tous associé peut également être exclu de la société, pour motifs graves, par les associés réunis en assemblée générale extraordinaire statuant aux conditions de majorité fixées pour la modification des statuts.

Constituent notamment des motifs graves :

- la violation des statuts ;
- le défaut de règlement des sommes dues à la société, trois mois après une mise en demeure de payer restée infructueuse.

2 – Convocation de l'associé et communication des motifs invoqués pour l'exclusion

Dans tous les cas, l'associé susceptible d'être exclu est convoqué spécialement, au moyen d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à l'assemblée générale extraordinaire qui peut procéder à son exclusion tant en sa présence qu'en son absence.

Les motifs et griefs invoqués à l'encontre de l'associé susceptible d'être exclu doivent lui être préalablement communiqués au moyen de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception le convoquant à l'assemblée générale extraordinaire devant statuer sur son exclusion. L'intéressé doit également être invité à présenter sa défense à l'assemblée, soit par lui-même, soit par un autre associé.

ARTICLE 22 – EFFETS DU RETRAIT ET DE L'EXCLUSION

1 – Limite résultant du capital minimal

Le retrait d'un associé ou son exclusion ne peuvent avoir pour effet de réduire le capital social à un montant inférieur à 8 000 €, ainsi qu'il est précisé à l'article 10 ci-dessus. Si cette limite est atteinte, les retraits ou les exclusions ne pourront prendre effet par ordre d'ancienneté que dans la mesure où des souscriptions nouvelles ou une augmentation de capital permettraient la reprise des apports des associés retoyants ou exclus.

Pour déterminer cet ordre d'ancienneté, la gérance inscrira par ordre chronologique, sur un registre spécial, les notifications de retrait et les décisions d'exclusion prises par l'assemblée générale.

2 – Prise d'effet

Le retrait prend effet à la réception de sa notification par la gérance.

L'exclusion prend effet à l'issue de l'assemblée générale extraordinaire qui la prononce. Elle est notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'intéressé.

Toutefois, pour déterminer les sommes à retenir aux associés sortants, ou à leurs ayants-droits, au titre de leur participation aux pertes, les retraits comme les exclusions ne prendront pécuniairement effet qu'à la date de clôture de l'exercice au cours duquel ils ont eu lieu.

Les retraits ou exclusions qui n'auraient pu prendre effet au jour de la clôture de l'exercice, en raison de l'interdiction de réduire le capital en dessous du montant minimal fixé à l'article 10 ci-dessus, ne pourront prendre effet pécuniairement qu'à la date de clôture d'un exercice ultérieur.

ARTICLE 23 – DROITS ET OBLIGATIONS DES ASSOCIES SORTANTS

1 – Obligations

Tout associé sortant doit rembourser à la société toutes sommes pouvant lui être dues ainsi que, le cas échéant, sa quote-part dans les pertes sociales.

2 – Droits

L'associé qui se retire ou est exclu a droit au remboursement de la somme versée sur le montant nominal de ses parts, ladite somme augmentée ou diminuée, selon le cas, de sa quote-part dans les réserves, primes et bénéfices ou dans les pertes ; après apurement des sommes qu'il serait susceptible de devoir à la société.

Cette somme est déterminée sur la base du bilan de l'exercice au cours duquel sont intervenus le retrait ou l'exclusion, sauf le droit pour la gérance, en cas d'exclusion, d'établir une situation comptable à la date d'effet de l'exclusion selon les mêmes principes et méthodes que celles retenues pour l'établissement du bilan.

3 – Délais de remboursement

Le remboursement des sommes dues aux associés sortants ou à leurs ayants-droits doit intervenir dans le mois suivant la date de l'assemblée générale ayant approuvé le bilan servant de base à la détermination de ce remboursement.

Toutefois, ce remboursement sera différé jusqu'à la complète exécution par l'associé sortant de ses engagements en cours vis-à-vis de la société.

4 – Durée de la responsabilité

L'associé qui se retire ou est exclu, reste tenu pendant cinq ans envers la société et les tiers, de toutes les obligations existant au moment de son départ. Cette responsabilité est limitée au montant des parts effectivement souscrites.

TITRE IV

GERANCE

ARTICLE 24 - DESIGNATION DES GERANTS

La société est gérée par une ou plusieurs personnes physiques désignées parmi les associés ou en dehors d'eux.

En cours de vie sociale, la nomination des gérants est décidée à la majorité de plus de la moitié des parts sociales.

Le ou les premiers gérants sont nommés par décision des associés aussitôt après la signature des présents statuts.

ARTICLE 25 - POUVOIRS DE LA GERANCE

En cas de pluralité des gérants, chacun d'eux peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société et dispose des mêmes pouvoirs que s'il était gérant unique; l'opposition formée par l'un d'eux aux actes de son ou de ses collègues est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ces derniers ont eu connaissance de celle-ci.

Le gérant, ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, a la signature sociale, donnée par les mots "Pour la société - Le Gérant", suivis de la signature du gérant.

Dans ses rapports avec les tiers, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour représenter la société et agir en son nom en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Toutefois, à titre de règlement intérieur, et sans que cette clause puisse être opposée aux tiers ni invoquée par eux, il est stipulé que tout achat, vente ou échange d'immeubles ou fonds de commerce, toute constitution d'hypothèque sur les immeubles sociaux, toute mise en gérance ou nantissement du fonds de commerce, l'apport de tout ou partie des biens sociaux à une société constituée ou à constituer, ne pourront être réalisés sans avoir été autorisés au préalable par une décision collective ordinaire des associés ou, s'il s'agit d'actes emportant ou susceptibles d'emporter directement ou indirectement modification de l'objet social ou des statuts, par une décision collective extraordinaire.

Le gérant est tenu de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales; il peut, sous sa responsabilité personnelle, déléguer temporairement ses pouvoirs à toute personne de son choix pour un ou plusieurs objets spéciaux et limités.

ARTICLE 26 - DUREE DES FONCTIONS DE LA GERANCE

1 - Durée

La durée des fonctions du ou des gérants est fixée par la décision collective qui les nomme.

2 - Cessation des fonctions

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts. Enfin, un gérant peut être révoqué par le président du tribunal de commerce, pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Les fonctions du ou des gérants cessent par décès, interdiction, déconfiture, faillite personnelle, incompatibilité de fonctions ou révocation. Le gérant peut également démissionner de ses fonctions, mais il doit en informer par écrit chacun des associés trois mois à l'avance.

La cessation des fonctions du ou des gérants n'entraîne pas dissolution de la société.

3 - Nomination d'un nouveau gérant

La collectivité des associés procède au remplacement du ou des gérants sur convocation, soit du gérant restant en fonction, soit du commissaire aux comptes s'il en existe un, soit d'un ou plusieurs associés représentant le quart du capital, soit par un mandataire de justice à la requête de l'associé le plus diligent.

ARTICLE 27 - REMUNERATION DE LA GERANCE

Chacun des gérants a droit, en rémunération de ses fonctions, à un traitement fixe ou proportionnel, ou à la fois fixe et proportionnel à passer par frais généraux.

Les modalités d'attribution de cette rémunération, ainsi que son montant, sont fixés par décision ordinaire des associés. La gérance a droit, en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacements.

ARTICLE 28 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LA GERANCE OU UN ASSOCIE

1 - Le gérant ou, s'il en existe un, le commissaire aux comptes, présente à l'assemblée générale ordinaire annuelle un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés.

2 - L'assemblée statue sur ce rapport, étant précisé que le gérant ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et que ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

3 - S'il n'existe pas de commissaire aux comptes, les conventions qu'un gérant non associé envisage de conclure avec la société sont soumises à l'approbation préalable de l'assemblée.

4 - Les conventions que l'assemblée désapprouve produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant et, s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la société.

5 - Les dispositions du présent article s'appliquent aux conventions passées avec toute société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société.

Elles ne sont pas applicables aux conventions courantes conclues à des conditions normales.

6 - A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou des associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle des découverts en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des tiers.

Cette interdiction s'applique également aux représentants légaux des personnes morales associées, conjoint, ascendants et descendants des gérants ou associés personnes physiques, ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 29 - RESPONSABILITE DE LA GERANCE

Le ou les gérants sont responsables envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives et réglementaires, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Les associés peuvent, soit individuellement, soit en se groupant, intenter l'action en responsabilité contre la gérance, dans les conditions fixées par l'article 52 de la loi.

En cas d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'encontre de la société, le gérant ou l'associé qui s'est immiscé dans la gestion peut être tenu de tout ou partie des dettes sociales ; il peut, en outre, encourir les interdictions et déchéances prévues par l'article 54 de la loi.

TITRE V

DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 30 – REGLES GENERALES

1 – Décisions collectives

Les décisions collectives des associés sont qualifiés d'extraordinaires quand elles concernent tout objet pouvant entraîner directement ou indirectement la modification des statuts, et d'ordinaires dans les autres cas.

2 – Modalités

Les décisions collectives résultent, au choix de la gérance, de la réunion d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés. Elles peuvent également résulter du consentement unanime des associés exprimé dans un acte authentique ou sous seing privé.

Toutefois, la réunion d'une assemblée générale est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes sociaux, la réduction du capital social et pour prononcer l'exclusion d'un associé.

3 – Assemblées générales

L'assemblée générale est convoquée par la gérance ou, à défaut par le commissaire aux comptes, s'il en existe un, ou encore à défaut par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé.

Un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

Lorsque la société est en liquidation, les assemblées sont convoquées par le liquidateur.

La convocation des assemblées est effectuée par lettre recommandée envoyée aux associés à leur dernière adresse connue, quinze jours au moins avant la date de la réunion.

La lettre de convocation mentionne l'ordre du jour de l'assemblée arrêtée par l'auteur de la convocation.

L'assemblée est présidée par le gérant, ou l'un des gérants s'ils sont associés. Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé, présent et acceptant, qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si plusieurs associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par un procès-verbal contenant les mentions réglementaires, établi et signé par le ou les gérants et, le cas échéant, par le président de l'assemblée. S'il n'a pas été établi de feuille de présence, le procès-verbal doit être signé par tous les associés présents et par les mandataires des associés représentés.

4 – Consultations écrites

Lorsqu'il est procédé à une consultation écrite, la gérance envoie aux associés, à leur dernière adresse connue, par lettre recommandée, le texte des projets de résolutions et les documents d'information.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception de la lettre de consultation pour émettre leur vote par écrit, ce vote étant exprimé pour chaque résolution par les mots « oui » ou « non ».

La réponse est adressée à l'auteur de la consultation écrite par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai susvisé est considéré comme s'étant abstenu.

5 – Participation aux décisions collectives et représentation

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives. Chaque associé dispose d'un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède, sans limitation.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint, sauf si la société ne comprend que les deux époux. Il peut se faire représenter par un autre associé, à condition que la société comprenne plus de deux associés.

ARTICLE 31 – DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Les décisions collectives ordinaires des associés concernent toutes les questions qui ne relèvent pas de la compétence de la gérance ou du domaine des décisions collectives extraordinaires.

Elles sont adoptées par des associés représentant plus de la moitié des parts effectivement souscrites.

Si cette majorité n'est pas atteinte sur première convocation ou consultation, les associés sont réunis ou consultés une deuxième fois et les décisions sont alors valablement prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre de votants mais à la condition expresse de ne porter que sur les questions inscrites à l'ordre du jour de la première convocation ou consultation.

Les décisions collectives nommant ou révoquant un gérant doivent toujours être prises par des associés représentant plus de la moitié des parts effectivement souscrites.

ARTICLE 32 – DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

1 - Objet

Les décisions collectives extraordinaires ont pour objet toute modification directe ou indirecte des statuts.

Elles peuvent, notamment, intervenir pour statuer sur :

- toute augmentation ou réduction du capital social ;
- l'agrément des souscriptions de parts nouvelles, des cessions et transmissions des parts ;
- l'exclusion d'un associé pour motifs graves ;
- la constatation de la répartition effective des parts sociales.

2 - Adoption

Les décisions collectives extraordinaires sont adoptées :

- à l'unanimité, s'il s'agit de changer la nationalité de la société, d'augmenter les engagements des associés ou de transformer la société en société civile, en société en nom collectif, en société en commandite simple ou par actions ou en société par actions simplifiée ;
- à la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales effectivement souscrites s'il s'agit d'agréer des souscriptions nouvelles ou des cessions ou transmissions de parts ;
- à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales effectivement souscrites lorsque l'assemblée générale est réunie pour se prononcer sur une exclusion ;
- par des associés représentant au moins la moitié des parts sociales effectivement souscrites s'il s'agit d'augmenter le capital par incorporation de réserves, primes ou bénéfices ;
- à la majorité des associés représentant les trois quarts des parts sociales effectivement souscrites pour les autres décisions extraordinaires.

ARTICLE 33 – CALCUL DES MAJORITES

Les majorités fixées aux articles 31 et 32 ci-dessus sont calculées sur le nombre des parts effectivement souscrites.

L'état des parts effectivement souscrites est arrêté par la gérance quinze jours avant la date de réunion de l'assemblée générale ou de celle de l'envoi de la lettre de consultation écrite.

Les souscriptions reçues et les retraits notifiés après la date ci-dessus ne seront pas pris en compte.

TITRE VI

CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 34 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

La nomination d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

En dehors des cas prévus par la loi, la nomination d'un commissaire aux comptes peut être décidée par décision ordinaire des associés. Elle peut être aussi demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Le commissaire aux comptes exerce ses fonctions dans les conditions prévues par la loi.

TITRE VII

COMPTES SOCIAUX - BENEFICES - DIVIDENDES

ARTICLE 35 - COMPTES SOCIAUX

Il est dressé par la gérance, à la clôture de chaque exercice, un inventaire de l'actif et du passif de la société et les comptes annuels conformément aux dispositions du Code de commerce.

La gérance établit également un rapport de gestion contenant les informations et mentions requises par la loi.

Les comptes annuels, le rapport de gestion ainsi que le texte des résolutions, et le cas échéant le rapport général du commissaire aux comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée appelée à statuer sur ces comptes.

A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles la gérance devra répondre au cours de l'assemblée.

Pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée annuelle, l'inventaire est tenu, au siège social, à la disposition des associés, qui ne peuvent en prendre copie.

ARTICLE 36 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges sociales, ainsi que de tous amortissements de l'actif social et toutes provisions pour risques commerciaux et industriels, constituent les bénéfices.

Il est fait, sur ces bénéfices, diminués le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un compte de réserve dite "réserve légale". Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement pour la réserve légale, et augmenté des reports bénéficiaires.

L'assemblée générale peut décider, outre la répartition du bénéfice distribuable, la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition; en ce cas, la décision doit indiquer expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Le total du bénéfice distribuable et des réserves dont l'assemblée a la disposition, diminué le cas échéant des sommes inscrites au compte "report à nouveau débiteur", constitue les sommes distribuables.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'assemblée générale des associés détermine la part attribuée à ces derniers sous forme de dividendes.

Tout dividende distribué en violation de ces règles constitue un dividende fictif.

Sur les bénéfices distribuables, la collectivité des associés a le droit de prélever toute somme qu'elle juge convenable de fixer, soit pour être reportée à nouveau sur l'exercice suivant, soit pour être inscrite à un ou plusieurs fonds de réserves extraordinaires, généraux ou spéciaux, dont elle règle l'affectation.

Le solde, s'il en existe un, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts sociales sous forme de dividende.

La mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximum de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par le président du tribunal de commerce statuant sur requête de la gérance.

ARTICLE 37 – CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital souscrit, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu, la dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit, dans le délai fixé par la loi, être réduit du montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital souscrit.

En cas d'inobservation des dispositions ci-dessus, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

TITRE VIII

DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS

ARTICLE 38 - DISSOLUTION

1 - Arrivée du terme statutaire

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le ou les gérants doivent provoquer une décision collective extraordinaire des associés afin de décider si la société doit être prorogée ou non.

2 - Dissolution anticipée

La dissolution anticipée peut être prononcée par décision collective extraordinaire des associés.

La réduction du capital en dessous du minimum légal, ou l'existence de pertes ayant pour effet de réduire les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social, peuvent entraîner la dissolution judiciaire de la société dans les conditions prévues par les articles 35 et 68 de la loi.

Si le nombre des associés vient à être supérieur à cinquante, la société doit, dans les deux ans, être transformée en une société d'une autre forme; à défaut, elle est dissoute.

ARTICLE 39 - LIQUIDATION

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution. Sa dénomination doit alors être suivie des mots "société en liquidation". Le ou les liquidateurs sont nommés par la décision qui prononce la dissolution.

La collectivité des associés garde les mêmes attributions qu'au cours de la vie sociale, mais les pouvoirs du ou des gérants, comme ceux des commissaires aux comptes s'il en existe, prennent fin à compter de la dissolution.

Le ou les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus, sous réserve des dispositions légales, pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde disponible entre les associés. Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs, sur le quitus du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

Lorsque la société ne comprend qu'un associé, la dissolution entraîne, sauf décision contraire de l'associé unique, transmission universelle du patrimoine social audit associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

ARTICLE 40 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations entre les associés, relatives aux affaires sociales pendant la durée de la société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

TITRE IX

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

ARTICLE 41 - PERSONNALITE MORALE - IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE

Conformément à la loi, la société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Le ou les gérants sont tenus de requérir cette immatriculation dans les plus courts délais, et de remplir à cet effet toutes les formalités nécessaires.

ARTICLE 42 - ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

Un état des actes accomplis pour le compte de la société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulterait pour la société a été présenté aux associés avant la signature des statuts.

ARTICLE 43 - FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportés par la société, portés au compte des "Frais d'établissement" et amortis sur les premiers exercices avant toute distribution de dividendes.